

La corruption se développe en France

26 octobre 2010 / [Transparence International France](#)

« *L'affaire Woerth-Bettencourt qui a éclaté durant l'été 2010, a jeté un peu plus le doute sur les pratiques de la classe politique française* »

Transparency International publie aujourd'hui son Indice de perception de la Corruption (IPC) 2010, un classement évaluant 178 pays en fonction de la perception du niveau de corruption affectant leur administration publique et classe politique.

Dans cette édition 2010, près des trois quarts des pays évalués ont un score inférieur à 5, sur une échelle allant de 0 (haut niveau de corruption perçue) à 10 (haut niveau d'intégrité perçue).

La France, avec une note de 6,8, recule encore d'une place et passe au 25^e rang du classement. Elle demeure ainsi derrière de nombreux Etats européens tels que la Suède, les Pays-Bas, l'Allemagne et le Royaume-Uni. En France et ailleurs, les dommages causés par la corruption doivent être pris plus au sérieux.

Principaux résultats

Dans l'IPC 2010, le Danemark, la Nouvelle-Zélande et Singapour se retrouvent en haut du

classement avec un score de 9,3. Les gouvernements instables, souffrant encore souvent des conséquences de conflits passés, continuent à dominer le bas du tableau. L’Afghanistan et le Myanmar se partagent l’avant-dernière place avec un score de 1,4. La Somalie arrive dernière avec 1,1.

De réels changements de perception peuvent être constatés pour certains pays. On note une amélioration des scores entre les éditions 2009 et 2010 pour le Bhoutan, le Chili, l’Équateur, la Macédoine (ARYM), la Gambie, la Jamaïque, le Koweït et le Qatar. Parallèlement, on observe un déclin des scores sur la même période pour la République Tchèque, la Grèce, la Hongrie, l’Italie, Madagascar, le Niger et les États-Unis.

La France recule encore

La France, avec une note de 6,8, recule encore d’une place et passe au 25^e rang du classement. Plusieurs raisons expliquent que les entreprises et experts internationaux interrogés continuent à avoir une image relativement dégradée de la classe politique française. Entre janvier 2009 et septembre 2010, l’actualité française a été marquée par plusieurs affaires dont l’audience a largement dépassé nos frontières.

Au premier rang de celles-ci, on peut citer le rebondissement, en juin 2009, de l’enquête sur l’attentat de Karachi qui, selon les familles des victimes, privilégie désormais la piste de l’arrêt du versement de commissions occultes pour expliquer l’attentat et aurait par ailleurs établi l’existence de retro-commissions. Outre cette affaire également marquée par un énième usage abusif du secret défense dans une affaire de corruption, le projet de suppression du juge d’instruction et la nomination contestée d’un certain nombre de procureurs conduisent les observateurs internationaux à s’interroger sur l’indépendance et les moyens d’action de la justice française pour mener à bien des enquêtes dans des dossiers politico-financiers sensibles.

Par ailleurs, dix ans après la ratification par la France de la Convention OCDE, la justice française n’a conduit à son terme presque aucune des procédures engagées pour corruption d’agent public étranger, ni prononcé de condamnation, à l’exception d’un dossier de faible importance. « *La volonté de la France de mettre en œuvre les engagements pris au titre de la Convention OCDE, du Conseil de l’Europe et de la Convention des Nations Unies contre la corruption est de plus en plus mise en doute par la communauté internationale* », souligne

Daniel Lebègue, président de TI France.

Plus récemment, la controverse sur les conflits d'intérêts suscitée par l'affaire Woerth-Bettencourt qui a éclaté durant l'été 2010, a jeté un peu plus le doute sur les pratiques de la classe politique française. Celles-ci doivent évoluer vers plus de transparence et mieux garantir la primauté de l'intérêt général sur les intérêts particuliers. C'est une condition indispensable pour que la classe politique française retrouve la confiance des observateurs internationaux mais, aussi et surtout, celle de nos concitoyens.

Source : <http://www.transparence-france.org/...>

Lire aussi : *Lutte contre la corruption : Sarkozy loin du compte*

<http://www.reporterre.net/spip.php?...>

- Emplacement : Accueil > Info >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/La-corruption-se-developpe-en>